

RAPPORT ANNUEL

2021 - 2022



OXFAM
Québec

LE MONDE D'APRÈS, C'EST MAINTENANT!

Par Denise Byrnes, directrice générale d'Oxfam-Québec, et Paul Buron, président du conseil d'administration.

On a souvent évoqué, dans les deux dernières années marquées par la pandémie de COVID-19, le fameux « monde d'après ». Un monde postpandémique dans lequel l'Humanité aurait appris de ses erreurs et retrouvé le sens des priorités. Un monde durable, plus respectueux de l'environnement, libéré des inégalités, dans lequel chaque être pourrait s'épanouir et vivre dignement. Telles étaient les grandes lignes de ce futur réinventé que nous nous sommes si souvent promis au cours des derniers mois.

Seulement voilà : aucune échéance n'a été fixée pour la réalisation de cette belle idée et l'actualité récente, entre conflits et recul des droits, peut sembler décourageante. Pourtant, le changement est en marche et ce rapport vous en convaincra. Grâce au soutien de plus de 16 000 membres et en collaboration avec ses partenaires de différents pays, Oxfam-Québec a redoublé d'efforts au cours de l'année écoulée pour bâtir dès aujourd'hui cet avenir à égalité auquel nous aspirons avec tant de passion.

Des victoires importantes ont été obtenues en 2021/2022 et nous sommes ravis de pouvoir partager les principales avec vous. Devant la guerre en Ukraine, Oxfam a mobilisé en urgence son expérience en action humanitaire pour porter assistance aux personnes réfugiées ayant dû fuir leur foyer. Dans les pays limitrophes comme la Pologne, notre expertise en eau et assainissement nous a notamment permis de mettre en place des toilettes et des douches, tout en assurant la sécurité des femmes et des personnes LGBTQI2+ face aux agressions.

Sur le front de la pandémie, l'Alliance en faveur d'un vaccin universel (People's Vaccine Alliance), une coalition composée de nombreuses organisations de solidarité mobilisées contre les inégalités vaccinales, dont Oxfam, a continué son travail de plaidoyer avec des résultats importants. Le plus marquant est sans doute le ralliement des États-Unis en 2021 à une possible levée du monopole pharmaceutique qui maximise le profit des grandes compagnies pharmaceutiques au détriment des pays aux revenus faibles et intermédiaires. En effet, ces derniers manquent encore largement de vaccins alors que les pays



DENISE BYRNES
Directrice générale



PAUL BURON
Président du conseil
d'administration

riches retrouvent dans leur ensemble la normalité sanitaire. En réponse à cette situation, l'Alliance poursuit son combat. Sa pétition pour un accès équitable aux vaccins et traitements contre la COVID-19 cumulait en juillet dernier plus de 2 700 000 signatures.

En matière de justice fiscale, l'accord adopté par la communauté internationale à l'Organisation du Commerce et du Développement Économique en octobre 2021 pour un taux d'imposition minimum de 15% aux entreprises multinationales symbolise la place importante que cet enjeu a pris dans les débats de société. Oxfam se mobilise sur la question depuis des années et continuera d'exiger que les sommes tirées d'une meilleure fiscalité profitent à toutes et tous, notamment à travers les services publics. Ce travail se fait aussi par notre pétition Taxer la Richesse ayant déjà récolté plus de 25 000 signatures.

L'amélioration de la situation sanitaire mondiale a permis à notre programme de coopération volontaire Égalité en Action de déployer une trentaine de projets, dans une dizaine de pays. Ces activités, portées par des personnes canadiennes et originaires des régions dans lesquelles se déroulent le programme, ont rejoint plus de 20 000 individus (dont une majorité de femmes) en agissant sur des enjeux comme les violences basées sur le genre ou le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

Des initiatives comme celle-ci portent avec elles un souffle d'espoir vital et hautement inspirant. C'est de ce souffle dont nous nous sommes nourris pour réaliser le cadre stratégique 2021/2031 qui guidera notre action pour la décennie et que nous avons rendu public il y a quelques mois.

Ce cadre vise la justice économique, la justice climatique et la justice de genre. Il pose des lignes directrices importantes pour construire cet avenir à égalité que nous souhaitons avec tant de passion. L'objectif est ambitieux mais grâce à votre soutien et votre énergie, nous sommes convaincus de pouvoir l'atteindre. Pour cela, et de la part de toute notre équipe, merci encore!



PARCE QUE LE « MONDE D'APRÈS » SE CONSTRUIT MAINTENANT,
POUR UN AVENIR À ÉGALITÉ

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Paul Buron

Richard Wilson,
président du conseil
jusqu'en mars 2021

VICE-PRÉSIDENTE :
Esperanza Moreno

VICE-PRÉSIDENT :
Gilles Rivard

SECRÉTAIRE :
Lylia Khennache

**ADMINISTRATRICES
ET ADMINISTRATEURS :**
Gabriel Blouin-Genest
Robert Ferrari
Geneviève Foster
Michèle Gagné
Jean François Gascon
Roselyne Mavungu
Cynthia Mvié-Lépine
Louise Ouimet
Isabelle Pasquet
Élise Pilote
Samir Talhami

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTION :
Denise Byrnes,
directrice générale

Christine Bui,
directrice principale
Programmes internationaux

Marie-Josée Fontaine,
directrice principale
Finances et administration

Isabelle Levesque,
directrice principale
Développement et engagement

Annie Vaillancourt,
directrice Ressources humaines

Cédric Tremblay,
conseiller principal
Gouvernance et stratégie

NOTRE VISION

UN MONDE JUSTE
ET DURABLE



NOTRE MISSION

COMBATTRE LES INÉGALITÉS
POUR METTRE FIN À
LA PAUVRETÉ ET AUX
INJUSTICES.

3 FAÇONS D'ATTEINDRE LE CHANGEMENT

①

RÉPONSE HUMANITAIRE :

nous fournissons une aide humanitaire vitale en cas de catastrophes graves ou lorsque des conflits éclatent, et ce en collaboration avec les partenaires et les communautés affectées.

②

DÉVELOPPEMENT DURABLE :

nous soutenons des projets de développement à long terme en partenariat avec les communautés et les partenaires afin que ceux-ci puissent faire valoir leurs droits.

③

PLAIDOYER ET CAMPAGNE :

nous plaignons et faisons campagne pour changer les lois et les pratiques qui maintiennent les gens dans la pauvreté et perpétuent les inégalités.

AVEC QUI

AMPLIFIER LE POUVOIR
DES GENS ET DES GROUPES

COMMENT

S'ATTAQUER AUX CAUSES PAR
UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE

NOS AMBITIONS POUR UN MONDE JUSTE ET DURABLE

Exiger des économies plus justes et équitables.

Agir pour une justice climatique.

Lutter pour la justice de genre et les droits des femmes et des filles.

Faire entendre notre voix pour une gouvernance responsable.

Soutenir les communautés touchées par les catastrophes naturelles et les conflits.

L'ANNÉE EN CHIFFRES

PERSONNES SOUTENUES À TRAVERS DES PROJETS
DE DÉVELOPPEMENT ET HUMANITAIRES MENÉS PAR OXFAM-QUÉBEC

598 986

- 58 % de femmes
- 41 % de jeunes (30 ans et moins)

**15,6
MILLIONS**

de personnes soutenues
à travers la confédération



16 627

donatrices et
donateurs individuels



80 611

personnes rejointes
par nos infolettres



32 392

jeunes sensibilisé.e.s



363

organisations partenaires



90

employés et stagiaires



98

bénévoles ayant
effectué 422 heures



12

interventions d'urgence



13

projets de développement



26

pays d'intervention



23

Magasins du Monde actifs dans
les écoles secondaires et les cégeps

JUSTICE DE GENRE



ÉGALITÉ EN ACTION : ACTIONS LOCALES, EFFET GLOBAL

La deuxième année du programme de coopération volontaire Égalité en Action lui aura permis de prendre réellement son envol. Ce programme multi-pays qui se déroule sur sept années dans 13 pays vise à promouvoir le bien-être économique et social des personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles. Une trentaine d'initiatives locales (fonds locaux) assurant le bien-être économique et social des populations locales, le renforcement du pouvoir des femmes et la lutte contre les violences genrées ont pu être mises en place en 2021-2022. Ces initiatives ont rejoint 20 000 personnes, dont près de 70% de femmes et plus de 90% de jeunes qui s'ajoutent aux plus de 180 000 déjà appuyées. Par ailleurs, une cinquantaine de coopérantes et coopérants volontaires ont été recrutés et travailleront dans les prochains mois à bâtir un avenir à égalité aux quatre coins du monde.

L'ANNÉE D'ÉGALITÉ EN ACTION EN QUELQUES CHIFFRES :

- > **70 mandats** de volontaires pour appuyer **66 partenaires**
- > **31 projets réalisés** (22 initiatives d'apprentissage par les pairs, **6 coalitions** soutenues et **3 recherches**)
- > **20 101 personnes** rejointes (67% de femmes et 92% de jeunes)

Engagement du public au Canada :

- > **37 051 Canadien.ne.s** mobilisé.e.s
- > **32 000 jeunes personnes rejointes** dans les établissements d'enseignements
- > **36 631 actions** engagées
- > **3 700 000 personnes informées** par les réseaux sociaux et médias

UNE RÉPONSE POPULAIRE FACE À LA PANDÉMIE :

Au Pérou, le programme a facilité la création de « comités anti-Covid » qui ont permis à des communautés touchées par la pandémie de COVID-19 de faire face à la précarité du système de santé et au manque de soutien de l'État. Ces comités étaient souvent menés par des femmes comme Janet Fuentes, une habitante de la municipalité de Santa Rosa : « *Nous avons organisé une marche pour la vie (...) les médias en ont parlé, ce qui a attiré l'attention du ministère de la Santé. Nous signalons les cas et le ministère s'occupait du suivi, des traitements. Le médecin se déplaçait et surveillait la situation.* »



Crédits : Miguel Villalobos / Oxfam



LE TÉMOIGNAGE DE KOSSETT ANAHI MAMANI, JEUNE MILITANTE :

« Intégrer le programme ACTÚA m’a aidée dans mon cheminement en tant qu’activiste. J’ai créé un collectif féministe qui vise à combattre la violence et le harcèlement en ligne. J’aimerais qu’on continue à développer le leadership et l’activisme, pour donner au plus grand nombre de jeunes le pouvoir d’agir. Il faut continuer à se questionner, à débattre et à démystifier certaines croyances, pour réduire la violence basée sur le genre qui est un gros problème dans mon pays. »

BOLIVIE : LE POUVOIR DE LA JEUNESSE CONTRE LES VIOLENCES GENRÉES

Comme de nombreux pays, la Bolivie est confrontée au fléau de la violence genrée. En 2021, 108 femmes y ont été assassinées et 113 l’année précédente, dans un contexte pandémique qui a aggravé les problèmes déjà existants. Devant cette situation, des jeunes activistes prennent la parole pour briser le cercle de la violence et interroger la société dans laquelle elles et ils évoluent. Oxfam-Québec les appuie à travers la campagne Actúa (Agis), menée dans le cadre du projet « Femmes de Bolivie, vos droits dans le budget ». Contenus visuels marquants, diffusion de messages forts et discussions courageuses autour de la banalisation de la violence : voici quelques-uns des éléments de cette campagne menée en grande partie à travers les réseaux sociaux et qui vise à combattre les idées machistes imprégnant la société. Une des particularités d’Actúa est de mettre au centre de sa réflexion le rôle positif que peut jouer l’entourage face à la violence genrée.

Et cela ne s’arrête pas là : le projet « Femmes de Bolivie, vos droits dans le budget » a permis la tenue dans sept municipalités différentes d’une variété de formations au cours de l’année écoulée. Au programme : école itinérante, certificat en pensée féministe et recherche-action, entre autres. Un volet important du projet étant la défense des droits des femmes dans les budgets municipaux et le leadership féministe, un cours

portant sur la notion de budget sensible au genre a même été conçu spécialement pour les fonctionnaires municipaux.

Au total, les femmes et les jeunes ont participé dans le cadre du projet à plus de 18 espaces de dialogue dans les municipalités afin d’obtenir des budgets pour des initiatives en faveur des droits des femmes (formation pour les jeunes et femmes, prévention des cyberviolences, point de référence pour les personnes adolescentes, etc.). Sept propositions ont été présentées et considérées dans le plan d’action annuel de 4 municipalités. Dans la ville de Viacha, une Maison des femmes (prévention des violences, formation vers l’autonomie économique) est budgétée et la construction débutera au cours de l’année. Elle constitue un résultat concret du travail de plaidoyer réalisé par les femmes accompagnées par le projet.

LES RÉSULTATS DU PROJET “FEMMES DE BOLIVIE, VOS DROITS DANS LE BUDGET” EN 2021

- Plus de **70 000 jeunes** et **116 organisations** de jeunes et de femmes mobilisées en ligne et en présentiel pour une vie sans violence.
- Près de **300 jeunes leaders** et **400 femmes** ayant animé des actions dans leur communauté
- Réalisation d’une vidéo virale par des partenaires du projet ayant cumulé plus de **120 000 vues**.

AU GHANA, L'ÉGALITÉ EN ACTION DANS L'ENTREPRENARIAT

Dans le chemin qui mène vers l'égalité des genres, l'autonomie économique des femmes est une étape cruciale. Au Ghana, celles-ci représentent près de 40% du secteur agricole et se heurtent à de nombreux obstacles, allant des normes sociales qui minimisent leurs droits au difficile accès à la terre. Le projet *We Act* d'Oxfam-Québec vise à améliorer les conditions de vie des filles et femmes travaillant dans la filière karité et cacao. Parmi les objectifs de ce projet figure le changement des règles et pratiques informelles qui empêchent femmes et filles de réaliser leur potentiel.

Des formations juridiques sont dispensées pour permettre à celles qui le souhaitent de revendiquer pleinement leurs droits. Une déclinaison des formations par téléphone a été conçue pour permettre aux femmes plus isolées géographiquement de renforcer leurs connaissances et développer leurs affaires. Le programme vise aussi un meilleur partage

des tâches domestiques qui incombent encore largement aux femmes (ces dernières font dix fois plus de travaux domestiques). En les libérant de ces obligations, on leur rend un temps précieux qu'elles peuvent utiliser au service de leurs projets d'entrepreneuriat. L'enjeu de l'accès aux terres est au centre du projet. C'est pourquoi le deuxième volet consiste à mettre l'accent sur l'accompagnement des agricultrices afin de leur offrir un accès plus équitable aux ressources productives et financières.

En formant juridiquement les femmes, on leur permet de jouer un rôle majeur dans la gouvernance des filières karité et cacao. Oxfam offre également un soutien direct aux entreprises collectives (coopératives et associations) pour qu'elles mettent en œuvre des politiques et des pratiques encourageant la participation et le leadership des femmes. En tout, près de 9 000 personnes, dont plus de 5 000 femmes et filles, bénéficieront du projet.

UN PROGRAMME À SUIVRE : POUVOIR CHOISIR OU LA FORCE DES CHOIX

Pouvoir Choisir est un nouveau programme ambitieux sur 7 ans qui permettra aux femmes et aux adolescentes d'accéder à plus de liberté et d'autonomie en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. L'équipe et ses partenaires travailleront en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient, en Amérique latine ainsi qu'au Canada et au Québec sur trois axes :

- renforcer le pouvoir des femmes, des jeunes et des communautés;
- améliorer la qualité des services de santé;
- influencer les politiques et les pratiques.

« Avoir accès à de l'information en matière de santé sexuelle et reproductive est un droit qu'il nous faut défendre, ici comme ailleurs, peu importe l'âge », explique la directrice du programme Nathalie Turcotte. Des propos en résonance avec

l'actualité récente et les reculs sur la question de l'avortement chez nos voisins étasuniens. L'année 2020/2021 correspondait aux étapes préliminaires du programme. Elle a permis le recrutement des talents et la constitution d'un calendrier d'action qui se concrétisera dès l'année prochaine à travers la tenue des premiers ateliers impliquant les jeunes et les communautés au centre du projet. Nous ne manquerons pas de partager avec vous ces avancées enthousiasmantes.

LE PROJET POUVOIR CHOISIR EN DONNÉES :

- Un projet sur 7 ans (2021-2028)
- **7 pays** en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine
- **49 000 personnes** visées (dont 70% de femmes)



LIBAN : PARER À L'URGENCE ET PRÉPARER L'AVENIR

Deux ans après la tragique explosion au port de Beyrouth qui a tué plus de 200 personnes, la population du Liban est aux prises avec de multiples crises ainsi qu'un climat politique et social extrêmement instable. Le pays, qui a subi de plein fouet la pandémie de COVID-19 et se retrouve accablé par sa dette, est dans une situation économique extrêmement critique, au point que la Banque mondiale a défini cette crise comme l'une des pires depuis le milieu du XIX^e siècle. Pour la population, les répercussions sont terribles. Le taux de pauvreté a doublé en deux ans selon l'ONU, passant de 42% en 2019 à 82% en 2021. Devant ce constat, et tout en continuant d'apporter une réponse d'urgence, Oxfam et ses partenaires locaux ont déployé au cours de l'année un soutien à moyen terme pour rebâtir des pans de l'économie locale et permettre aux personnes de vivre dignement. Ce soutien passe notamment par des transferts de fonds et du soutien aux petites entreprises familiales. Grâce aux dons recueillis par la Coalition humanitaire canadienne et au soutien du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Oxfam-Québec a pu accompagner le travail et l'expertise de l'organisation libanaise Alfamar dans la reconstruction du tissu socio-économique local: 54 petites entreprises et entreprises sociales ont ainsi pu rebondir et relancer leurs activités grâce au soutien technique et financier reçu.

Les entreprises retenues ont été choisies en fonction de la gravité des dommages causés par l'explosion et d'un ensemble de critères visant à prioriser, par exemple, celles dont des femmes étaient propriétaires ou employées.

Grâce à l'action d'Oxfam-Québec, elles ont acheté des équipements et des machines qui ont permis d'améliorer et de renforcer la performance et la qualité de leurs produits et services. Elles ont obtenu et réapprovisionné des matières premières. Elles ont couvert les frais de réhabilitation liés à la reconstruction après l'explosion de 2020, de réparation des équipements, de conseil juridique, de transport et de stockage ainsi que les loyers des bureaux.

Pour que chacun ait accès aux biens et aux services en toute sécurité et dans la dignité, l'aide s'est accompagnée d'un soutien émotionnel et pratique immédiat, ainsi que de formations sur la façon de reconnaître la violence sexuelle et sexiste. Dans un contexte encore marqué par la situation pandémique, de l'équipement de protection individuel a également été fourni.

LA RÉPONSE D'URGENCE D'OXFAM AU LIBAN SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE :

- **50 entreprises** soutenues pour relancer leurs activités
- Transferts de fonds à **600 ménages**
- Réparation et réhabilitation de domicile pour **300 ménages**

Michelle Bitar a survécu à l'explosion survenue au port de Beyrouth le 4 août 2020 mais elle a été blessée, tout comme son père et sa mère. L'appartement familial dans lequel elle se tient ici a été gravement endommagé. "J'ai su ce qui était arrivé à mon frère et à ma mère le lendemain, dit-elle. Mais je suis heureuse d'avoir pu rester debout et de m'être occupée de mes parents". Depuis cette terrible journée, Oxfam, en collaboration avec ses partenaires locaux, a aidé plusieurs centaines de familles comme la sienne à travers de l'appui financier et des réparations de domicile.



Crédits : Mustafa Osman / Oxfam

Un système de taxation plus équitable est une des pistes de solution incontournables pour mieux financer les services publics et notamment les hôpitaux ou les écoles comme celle que fréquentent ces jeunes Sud-Soudanaïses.

INÉGALITÉS ET PANDÉMIE : UN RAPPORT REMARQUÉ

Les dix hommes les plus riches du monde ont plus que doublé leur fortune pendant les deux années de pandémie alors que les revenus de 99 % de l'humanité plongeaient, entraînant plus de 160 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté. C'est le constat alarmant dressé par le rapport « Les inégalités tuent », publié par Oxfam en janvier dernier, qui permet de prendre la mesure du travail qu'il nous reste à faire avant d'envisager un avenir à égalité. Dans le monde, la richesse des milliardaires a davantage augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19 qu'au cours des 14 dernières années (5 000 milliards de dollars). Au Canada, cette augmentation a été de 57% (87,4 milliards de dollars). À Oxfam, nous pensons que l'une des principales solutions pour lutter contre cette situation inacceptable passe par une taxation plus équitable et davantage de justice fiscale. Quand les grandes multinationales et les individus les plus riches ne paient pas leur juste part d'impôt, c'est la société entière qui en pâtit. L'argent qui échappe aux gouvernements est le même qui devrait servir à renforcer les services publics essentiels comme les hôpitaux ou les écoles ainsi que les salaires de celles et ceux qui y travaillent. Une taxation plus juste et une volonté politique d'investir dans les programmes sociaux permettraient donc une société plus égalitaire.

En portant des pistes de solution comme celle-ci ainsi que le rapport et ses données dans les médias et en appelant le public à signer notre pétition prônant notamment une meilleure justice fiscale, Oxfam-Québec s'est élevé contre les inégalités obscènes qui gangrèment notre planète. Avec des articles et entrevues dans la plupart des médias québécois de grande audience (La Presse, Le Devoir, Radio-Canada etc...), nous avons su créer et nourrir une discussion plus que nécessaire. On notera à ce titre l'écho important rencontré par la lettre d'opinion de notre directrice générale Denise Byrnes intitulée « Le variant milliardaire » et publiée sur le site de La Presse le 17 janvier.

CRÉER LA DISCUSSION... ET ENCLANCHER L'ACTION :

- Plus de **60 mentions** médias liées au rapport Les inégalités tuent
- Plus de **27 000 signatures** de notre pétition Taxer la richesse pour aplanir les inégalités
- Plus d'une **dizaine de députés** rencontrés pour discuter d'équité fiscale

LA PANDÉMIE SE POURSUIT, LE COMBAT POUR LES VACCINS AUSSI

De nombreux pays riches et occidentaux retrouvent une apparence de normalité dans leur vie quotidienne grâce à la vaccination, après deux années vécues sous le signe de la COVID-19. Pendant ce temps, une large partie du monde attend toujours. En octobre dernier, le rapport d'Oxfam « Une dose de réalité » rappelait que seule une dose sur sept des vaccins promis par les pays riches aux pays moins favorisés avait été livrée. En décembre, le nombre de personnes au Royaume-Uni qui avaient reçu leur troisième rappel était presque le même que le nombre total de personnes entièrement vaccinées dans l'ensemble des pays les plus pauvres du monde. En plus de pénaliser les populations des pays concernés et de mettre des vies en danger, la persistance des inégalités vaccinales crée les conditions favorables à l'éclosion de nouveaux variants et freine la relance de l'activité économique à l'échelle mondiale. Au sein de l'Alliance en faveur d'un vaccin universel (People's Vaccine Alliance), Oxfam plaide

aux côtés d'une centaine d'autres organisations, et depuis les premiers mois de la pandémie, pour un accès équitable et universel aux vaccins et aux traitements liés à la COVID-19. Ce combat crucial passe notamment par la levée des monopoles pharmaceutiques qui empêchent de nombreux pays de produire des vaccins par leurs propres moyens et ainsi mieux protéger leurs populations, et par extension le monde entier. Le travail de sensibilisation et d'information de l'Alliance en faveur d'un vaccin universel a permis à ce titre des victoires importantes l'an dernier. La principale est le soutien de pays comme les États-Unis ou la France à la proposition de plus de 100 nations visant à abandonner les brevets sur les vaccins et les technologies liées à la COVID-19. Celui-ci n'a malheureusement débouché en juin dernier que sur un accord de façade largement insatisfaisant. Le combat continuera donc dans les prochains mois en faveur d'un accès universel et équitable aux vaccins.



Crédits : Oxfam

Image de l'action de sensibilisation menée par les « Grosses Têtes » d'Oxfam à l'occasion du sommet du G7 de Cornwall (Angleterre) en juin 2021.

JUSTICE CLIMATIQUE



AU BURKINA FASO, L'AGRICULTURE DURABLE COMME RÉPONSE À LA CRISE CLIMATIQUE

Le Projet d'Agriculture Résiliente au Climat (PARC) mené par Oxfam-Québec au Burkina Faso vise à appuyer les populations qui se retrouvent en première ligne face aux changements climatiques. Dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, agricultrices et agriculteurs se heurtent à la pénurie d'eau et de terres fertiles qui débouche sur la désertification du pays, amplifiée par le réchauffement de la planète. Alors qu'un tiers des terres du pays sont déjà dégradées et que 480 000 hectares de terres sont perdus chaque année, la recherche de solutions pour appuyer les communautés vivant de l'agriculture devient essentielle dans le chemin vers un avenir à égalité. C'est dans cet esprit qu'Oxfam-Québec s'allie à trois organisations locales et à la société civile pour accompagner des centaines de familles dans le développement de systèmes d'agriculture durable et pour défendre l'accès à la terre des femmes et des filles. Les personnes participantes se voient formées notamment en matière d'agroforesterie (voir ci-contre) et d'agriculture régénérative. Le projet prévoit la mise en place de 40 hectares de parcelles d'agroforesterie et de 2 hectares de jardins maraîchers collectifs. En plus de régénérer les sols, ces cultures permettront aux communautés de s'alimenter et de générer des revenus à travers leur vente. Afin de s'assurer que les bénéfices du projet perdurent dans le temps, des formations seront données concernant l'entretien des parcelles en question. Le projet comprend également un volet de plaidoyer pour lutter contre les barrières qui empêchent encore trop souvent les femmes d'accéder à la propriété. Afin de porter un changement systémique, 400 jeunes seront formés pour convaincre les autorités d'agir face aux changements climatiques.

POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE :

- **400 personnes**, dont **172 femmes**, **155 jeunes filles** et **73 jeunes garçons**, ont été identifiées comme participantes au projet et ont bénéficié d'une formation de 5 jours sur les techniques de régénération des sols et d'agroforesterie.
- **30 femmes** ciblées pour la production maraîchère dans les deux communes.
- **39 hectares** (ha) de terre reboisés et clôturés sur les 40 ha attendus dans les deux communes.
- **3 579 plants** comprenant des espèces agroforestières et locales ont pu être mis en terre.



Crédits : Laura Fortin / Oxfam

L'ÉCONOMIE DU BEIGNE : LA RECETTE D'UN MONDE DURABLE

Associer un beigne à l'économie, quelle idée étrange! Pourtant, la recette gagne en popularité, car le beigne permet de repenser notre modèle économique. Le monde doit composer avec plusieurs défis de taille : inégalités, pauvreté, changements climatiques... Devant les failles de notre système actuel, cette délicieuse pâtisserie illustre qu'on peut bâtir un monde plus juste et durable.

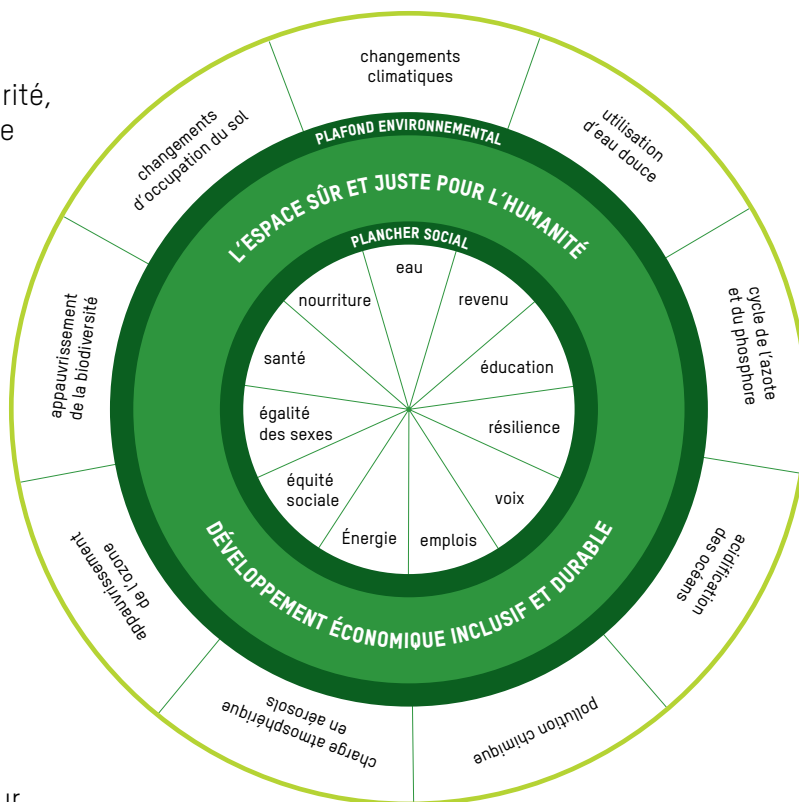
L'économie du beigne, c'est quoi? C'est un modèle centré sur l'humain et la planète qui dessine une économie qui répond aux besoins des gens et respecte l'environnement.

Mais... pourquoi un beigne alors? En voulant représenter les limites de notre système, l'économiste Kate Raworth, en 2012, a dessiné deux cercles. Et un beigne a pris forme.

Le beigne représente l'espace sûr et juste pour l'humanité. Celui dans lequel est possible une économie inclusive et durable. Les limites sont représentées par les contours du beigne. Le cercle extérieur marque la limite environnementale. Le cercle intérieur marque la limite sociale.

L'idée d'un beigne peut faire sourire. Mais c'est sérieux! Plusieurs villes, comme Amsterdam, ont commencé à utiliser le concept d'économie du beigne pour mesurer le bien-être de leur population et de leur ville.

Pour Oxfam, le beigne est un puissant outil. Il nous permet de vulgariser de façon ludique et accessible un modèle économique qui permettrait de répondre aux besoins de la population tout en protégeant la planète. Le beigne s'adresse aussi aux décideurs et décideuses, car il nous permet d'imaginer une société dans laquelle la mesure du bien-être de la planète et de ses habitants guiderait les décisions politiques. Cette année, nous avons sensibilisé des milliers de Québécois et Québécoises à ce nouvel outil, dont 3 031 jeunes, à travers notre atelier « économie du beigne ».



L'atelier « économie du beigne » offre l'opportunité aux jeunes de réfléchir sur leur mode de vie et sur l'influence de leurs habitudes de consommation sur la santé de la planète.



En Afrique de l'Est comme ici au Kenya, la crise climatique et les conflits entraînent de nombreux déplacements de population.



ACTION HUMANITAIRE

DEVANT LA HAUSSE DES MIGRATIONS FORCÉES, LE DEVOIR D'AGIR

En 2021, 89 millions de personnes dans le monde ont été forcées de fuir leur foyer, dont plus de la moitié avaient moins de 18 ans. Sur ce nombre, les deux tiers environ se sont déplacées à l'intérieur d'un même pays. Dans les deux cas, ces nombres sont en augmentation. Sous l'effet de la crise climatique et des nombreux conflits, de plus en plus de familles et d'individus se retrouvent forcés de tout quitter, en se séparant douloureusement d'une partie de leur famille et en perdant leur source de revenus. La tendance ne semble malheureusement pas proche de s'inverser alors que les conséquences attendues des changements climatiques continueront de bouleverser la vie de millions de personnes dans les prochaines années. Les conflits et la violence, l'autre facteur majeur, ont entraîné un peu plus de 14 millions de déplacements en 2021.

L'Afrique de l'Est est représentative de ces enjeux que subissent de plein fouet les populations du Kenya, de la Somalie, du Soudan du Sud et de l'Éthiopie. Ce dernier pays, accablé par les conflits armés et la sécheresse, était d'ailleurs en 2021 celui qui comptait le plus grand nombre

de déplacés internes dans le monde : 5,1 millions de personnes. Dans la même région, le Kenya et la Somalie sont frappés de sécheresse et le Soudan du Sud connaît des inondations dévastatrices depuis plusieurs années. Au début de l'année 2022, devant la gravité de la situation et alors que plus de 25 millions de personnes étaient menacées par la faim, Oxfam a déclaré une urgence de catégorie 1 pour la région, ce qui implique une action renforcée à la fois en tant qu'organisation ainsi qu'avec des coalitions dont nous sommes membres. Avant même cela, nos équipes s'employaient à la construction de points d'eau, de latrines et de systèmes sanitaires ; à la distribution de nourriture, d'outils agricoles et de semences, ainsi qu'à l'acheminement d'eau potable par camion-citerne vers les communautés éloignées. Notre réponse à long terme comprend également des formations à une agriculture résiliente envers les changements climatiques pour appuyer les communautés locales.



EN UKRAINE, LA GUERRE ET L'EXIL

Le déclenchement du conflit en Ukraine en février 2022 a entraîné la fuite de millions de personnes, majoritairement des femmes et des filles, dans un contexte extrêmement difficile. Afin de leur venir en aide de la manière la plus appropriée, Oxfam a rapidement mené une mission d'évaluation au sein des pays voisins (Roumanie, Moldavie, Pologne) ayant débouché sur l'identification d'organisations partenaires pouvant être appuyées dans leur accueil des personnes réfugiées. La réponse immédiate au cours du printemps 2022 s'est concentrée sur l'appui des autorités locales dans l'installation des structures d'accueil, en particulier en ce qui concerne le bien-être et la sécurité des femmes et des enfants (majoritaires parmi les personnes réfugiées). À ce titre, une partie du soutien déployé en Moldavie par nos partenaires comprenait la visite d'équipes mobiles composées d'avocats, de psychologues et de travailleurs sociaux afin de s'assurer que les personnes les plus vulnérables aux violences basées sur le genre et à l'exploitation sexuelle puissent être accompagnées et soutenues au mieux.

Le contexte de travail dans un pays comme la Pologne était par ailleurs différent des situations vues par le passé dans d'autres camps de personnes réfugiées. Parmi les différences, on note le fait qu'il s'agit essentiellement de passages assez courts sur place (rarement plus de deux jours et parfois quelques heures), un critère auquel nos équipes et nos partenaires ont su s'adapter.

La valeur ajoutée d'Oxfam dans un tel contexte est de porter les installations de base en matière d'eau et d'assainissement à un niveau supérieur et de les adapter aux besoins des personnes réfugiées. L'installation de toilettes accessibles aux personnes handicapées au poste-frontière de Medyka en Pologne ou de douches dans d'autres points d'accueil sont des exemples de ce travail.

Au cours des prochains mois, nous continuerons de mener ces efforts tout en appuyant nos partenaires pour aider les personnes réfugiées à accéder aux services dont elles ont besoin, pour les informer sur leurs droits et pour leur fournir du soutien psychosocial.



La distribution d'équipement de protection fait partie des nombreuses actions menées par les équipes d'Oxfam Inde.

UNE ACTION DÉCISIVE DANS UNE INDE RAVAGÉE PAR LA COVID-19

En 2021, l'Inde a connu une vague meurtrière de COVID-19 avec un nombre de nouvelles contaminations hebdomadaires allant jusqu'à 400 000. Ce pays qui compte presque 1,4 milliard d'habitants représentait 40 % des nouvelles contaminations mondiales. Le coronavirus a provoqué la mort de plus de 500 000 personnes en Inde depuis le début de la pandémie en 2020, selon les données du ministère de la Santé, un nombre que plusieurs experts estiment largement inférieur à la réalité. Lors du printemps 2021 à New Delhi, la ville la plus touchée, les crématoriums étaient surchargés. Sur place, les bûchers funéraires étaient allumés par milliers dans les rues. Les hôpitaux étaient incapables de répondre aux besoins des populations et des personnes malades mouraient dans les files d'attente, en raison du manque de lits, d'oxygène et de médicaments. Sur place, les équipes d'Oxfam Inde et de ses partenaires se sont organisées pour répondre aux besoins des populations les plus affectées.

Un appel d'urgence a été mené avec nos partenaires de la Coalition humanitaire. Au Canada, ce sont ainsi 4 millions de dollars qui ont pu être envoyés directement en Inde pour soutenir la population. Les actions d'Oxfam ont consisté à :

- Distribuer **96 310 trousse**s de protection contenant masques, désinfectants, visières et matériel de dépistage de la COVID-19.
- Fournir du matériel essentiel aux hôpitaux, comme des générateurs, des bombes d'oxygène, des masques, des équipements de diagnostic et des lits.
- Informer les populations sur les mesures barrières évitant la transmission de la COVID-19.
- Appuyer **576 900 personnes** par un accès à de l'eau potable et des aliments ainsi que **10 337 familles** par des transferts directs en argent.
- Dialoguer avec des responsables politiques pour augmenter le budget de la santé, acheter le vaccin à prix coûtant et le fournir gratuitement à la population.



LES FEMMES ET FILLES IRAKIENNES BÂTISSEUSES DE LA PAIX

Dans un Irak ravagé par des années de guerre et de conflits armés, un avenir pacifié ne saurait être envisagé sans la participation de chacun et chacune. Malheureusement, les femmes se heurtent à de nombreuses discriminations, ainsi qu'à un climat d'insécurité et de violence. Elles sont souvent exclues des prises de décision, en raison de la culture conservatrice et de la faiblesse des institutions dans le pays. Les jeunes, en particulier, risquent de faire l'objet de travail forcé, de mariages d'enfants ou de recrutement par des milices armées.

À travers le projet « Femmes et filles construisant un nouvel Irak », Oxfam-Québec travaille avec ses partenaires locaux pour protéger les droits des femmes et encourager leur autonomie économique et leur participation citoyenne. Ces deux volets sont liés. En effet, malgré un système de quotas dans les organes législatifs, la visibilité et la présence des femmes dans les sphères politiques et publiques restent largement insuffisantes, principalement en raison des normes sociales qui limitent la participation des femmes à la prise de décision. L'autonomie économique est une étape indispensable pour que les femmes puissent dépasser ces normes et prendre leur place sur un pied d'égalité dans la société. Au cours de l'année

écoulée, des efforts ont notamment été menés aux côtés de plus de 1500 femmes pour favoriser leur participation citoyenne, notamment dans le cadre des élections. On peut penser qu'un rapport existe entre ces actions et l'élection de deux femmes représentant Kirkuk lors des élections législatives d'octobre 2021 ainsi que le taux plus élevé de participation au vote dans la zone d'intervention du projet. En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le sous-groupe sur la violence sexiste (GBVSC) en Irak, un forum d'apprentissage sur la question des modèles masculins et des discriminations que subissent les femmes a aussi été mis sur pied. 120 sessions de sensibilisation sur les masculinités ont ainsi été menées dans les 10 sites du projet et ont également touché un total de 290 hommes et garçons. Enfin, une « Conférence des Femmes » organisée en collaboration avec le réseau des femmes d'Irak a permis de promouvoir la lutte contre les violences faites aux femmes. 395 personnes, dont 258 femmes, ont participé à l'événement.

AU TOTAL, 6672 PERSONNES ONT ÉTÉ REJOINTES DANS LE CADRE DU PROJET « FEMMES ET FILLES CONSTRUISANT UN NOUVEL IRAK ».



« Parce que l'avancement du droit des femmes passe aussi par la conscientisation des hommes, des sessions de sensibilisation sur les masculinités ont été menées auprès d'un total de 290 hommes et garçons dans le cadre du projet « Femmes et filles construisant un nouvel Irak ».



Crédits : Barbara Mallet / Oxfam

La Délégation des Générations Futures et la Délégation Génération Climat Montréal se sont déplacées à l'Assemblée nationale du Québec en novembre 2021 pour l'adoption d'une motion concernant la création d'un comité conseil jeunesse permanent sur le climat.

LES JEUNES PORTENT LA JUSTICE CLIMATIQUE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Porter l'engagement climatique d'une rencontre Zoom aux couloirs de l'Assemblée nationale! C'est ainsi que l'on pourrait résumer l'inspirant parcours réalisé par la Délégation des Générations Futures. L'automne dernier, ce groupe d'une vingtaine de jeunes personnes engagées pour le climat a suivi en temps réel les principaux débats du sommet environnemental COP 26 de Glasgow et des Dialogues pour le climat au Québec, avec l'appui d'Oxfam-Québec et de l'Écothèque. Partant du constat que la jeunesse était peu représentée aux tables de négociations climatiques, la délégation a mené un travail ayant débouché sur la rédaction d'un document de recommandations présentant plusieurs pistes de solutions face à l'urgence climatique. Le texte, intitulé « Plaidoyer des générations futures 2021 pour l'action climatique au Québec et au Canada », contient six priorités climatiques de la jeunesse québécoise. Ces recommandations ont ensuite été présentées à un panel composé de nombreuses personnalités du monde politique et universitaire. Après avoir fait ainsi entendre leurs revendications, les membres

de la Délégation ne sont pas arrêtés en si bon chemin. Au printemps, en collaboration avec la Délégation Génération Climat Montréal, elles et ils ont été à l'origine de l'adoption à l'unanimité d'une motion à l'Assemblée nationale du Québec demandant d'étudier la création d'un comité conseil jeunesse permanent sur le climat. Une victoire historique et porteuse d'espoir en cette période où la crise climatique prend malheureusement des formes toujours plus concrètes, partout à travers le monde. Forte de ce succès et consciente de l'urgence d'agir, la Délégation des Générations Futures poursuivra cette année son travail en consultant la jeunesse québécoise sur la forme que pourrait prendre un comité jeunesse sur le climat permanent au sein du gouvernement du Québec. Cette consultation sera réalisée dans le cadre de la 2^e édition des Dialogues pour le climat, une programmation portée par des groupes de la société civile du Québec visant à démontrer un consensus sur le besoin de rehausser l'ambition climatique.



UNE ANNÉE DE RENOUVEAU NUMÉRIQUE

Pour construire un avenir à égalité et partager cette vision avec le plus grand nombre, encore faut-il avoir les outils appropriés. L'année 2021/2022 aura été pour Oxfam-Québec celle du renouveau numérique. Celui-ci s'incarne à travers son nouveau site internet lancé à l'été 2021, plus épuré, plus clair et permettant à un large public de s'informer sur notre mission et de s'engager à nos côtés. Ce lancement s'est accompagné du déploiement d'une nouvelle stratégie médias sociaux marquée par une présence sur de nouveaux réseaux tels que TikTok (si vous ne nous suivez pas encore, il est temps d'y remédier). À cela s'ajoute le déploiement de notre plateforme d'engagement jeunesse, Oxfam Connexion, qui réunit environ 400 jeunes. Notre objectif est de continuer à amplifier la voix des

jeunes, tout en les outillant à agir pour un avenir à égalité. Au programme : des contenus de qualité en lien avec nos thématiques, des discussions en direct entre notre communauté et les membres de nos équipes, des *mèmes* bien sentis dénonçant les inégalités et du contenu hautement inspirant produit par nos partenaires aux quatre coins du monde. Le résultat ne s'est pas fait attendre et la croissance de nos réseaux a le mérite de prouver une nouvelle fois que le contenu viral en ligne peut aussi servir de justes causes.

 **TWITTER**
8 911 ABONNÉS

 **INSTAGRAM**
5 619 ABONNÉS

 **FACEBOOK**
31 044 ABONNÉS

 **LINKEDIN**
15 386 ABONNÉS

 **859 993 VISITES SUR LE SITE WEB,**
DONT 373 171 VISITES UNIQUES



ÉTAT DE LA

SITUATION FINANCIÈRE

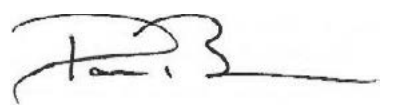
31 mars 2022, avec informations comparatives de 2021

	2022	2021
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	10 067 376	13 814 152
Débiteurs	560 285	408 999
Frais payés d'avance	100 321	38 570
Charges de projets payées d'avance	5 789 279	5 413 345
	16 517 261	19 675 066
Immobilisations corporelles	1 134 723	1 260 086
Actifs incorporels	19 977	28 504
	17 671 961	20 963 656
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme		
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	1 978 131	1 759 851
Apports reportés liés à la réalisation de projets	10 623 419	14 848 651
	12 601 550	16 608 502
Actif net		
Investi en immobilisations	1 154 700	1 288 590
Affecté à titre de réserve pour éventualités	950 000	900 000
Affecté à titre de réserve pour travaux majeurs liés à l'immeuble	1 250 000	
Affecté à titre de réserve stratégique	1 486 643	1 486 643
Non affecté	229 068	679 921
	5 070 411	4 355 154
	17 671 961	20 963 656

Au nom du conseil,



, administrateur



, administrateur

L'état des résultats et l'état de la situation financière sont extraits des états financiers annuels 2021-2022 audités d'Oxfam-Québec.

ÉTAT DES RÉSULTATS

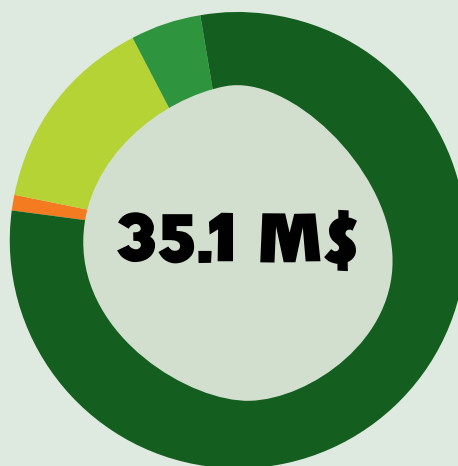
Exercice clos le 31 mars 2022, avec informations comparatives de 2021

			2022	2021
PRODUITS	Résultats d'exploitation \$	Réserve stratégique \$	Total \$	Total \$
Apports				
Apports - projets outre-mer et canadiens				
Affaires mondiales Canada -partenariat, bilatéral et aide humanitaire	26 210 329	-	26 210 329	16 129 989
Autres bailleurs de fonds	1 785 334	-	1 785 334	1 998 187
Autres apports				
Campagnes de financement	5 037 114	-	5 037 114	3 631 658
	33 032 777	-	33 032 777	21 759 834
Autres apports				
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	1 759 040	-	1 759 040	347 800
Loyer et recouvrement des frais d'exploitation	235 427	-	235 427	235 450
Produits nets de placements	16 128	-	16 128	31 864
Autres produits	30 183	-	30 183	562 354
	35 073 555	-	35 073 555	22 937 302
CHARGES				
Charges de projets outre-mer et canadiens				
Affaires mondiales Canada partenariat, bilatéral et aide humanitaire	24 183 875	-	24 183 875	14 942 250
Autres bailleurs de fonds	2 631 561	-	2 631 561	2 297 577
	26 815 436	-	26 815 436	17 239 827
Autres charges				
Coûts attribués aux programmes	2 066 135	-	2 066 135	1 826 334
Direction et services	3 469 281	-	3 469 281	3 345 519
Amortissement des immobilisations corporelles	202 538	24 009	226 547	215 323
Amortissements des actifs incorporels	21 859	-	21 859	27 442
Contributions sous forme de services rendus par des volontaires	1 759 040	-	1 759 040	347 800
	34 334 289	24 009	34 358 298	23 002 245
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	739 266	(24 009)	715 257	(64 943)

Note : les états financiers détaillés peuvent être consultés à oxfam.qc.ca

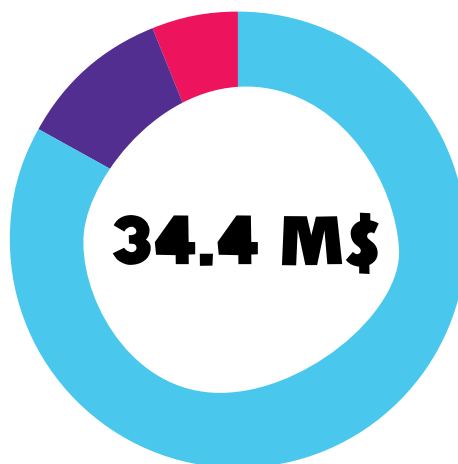
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

PRODUITS POUR L'EXERCICE FINANCIER AU 31 MARS 2022

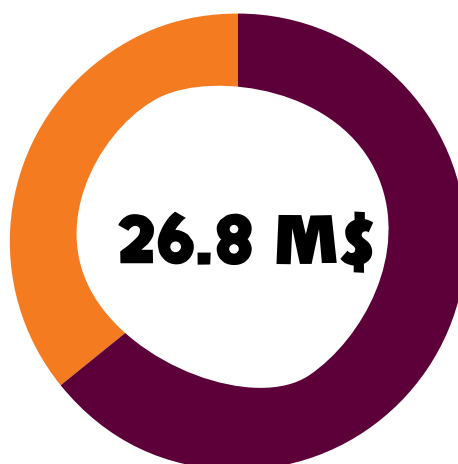


- Apports - projets outre-mer et canadiens
79.8% (28.0M\$)
- Campagnes de financement
14.2% (5.0M\$)
- Contributions sous forme de services rendus par des volontaires
5.1% (1.8M\$)
- Autres produits
0.9% (0.3M\$)

CHARGES POUR L'EXERCICE FINANCIER AU 31 MARS 2022



- Charges - projets outre-mer et canadiens (y compris les contributions sous forme de services rendus par des volontaires)
83.1% (28.6M\$)
- Administration
10.8% (3.7M\$)
- Coûts attribués aux programmes
6.1% (2.1M\$)



- Charges - projets outre-mer et canadiens (excluant les contributions sous forme de services rendus par des volontaires)
- Développement
64.2% (17.2M\$)
- Aide humanitaire
35.8% (9.6M\$)

« MERCI POUR VOTRE SOUTIEN ET POUR VOS BONS MOTS »



« Mon don est véritablement peu significatif en regard de votre travail et de celui de vos collègues. Continuez ainsi, tant de gens comptent sur vous et sur Oxfam. »



« J'apprécie beaucoup qu'[Oxfam fasse] du développement et non juste du support lors de catastrophes naturelles et de situations d'urgence. »



« Merci d'agir concrètement maintenant, mais surtout de pousser pour faire changer le système à long terme. »



« J'aime énormément toutes vos activités, gardez votre courage et votre détermination ! »



« Je suis impressionnée par votre travail constant et efficace. »



« Mon lien avec Oxfam-Québec remonte aux années 90! »

PARTENAIRES FINANCIERS

Un grand merci aux fondations privées et religieuses, aux syndicats locaux et nationaux, aux entreprises privées, aux institutions financières de même qu'aux sociétés médiatiques pour leur contribution financière. Plusieurs projets que nous réalisons au Québec et outre-mer dépendent de leur solidarité envers les communautés les plus vulnérables.



En partenariat avec

Canada

Québec





Photo : Carlos Zaparoli / Oxfam

DÉPÔT LÉGAL – BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES
NATIONALES DU QUÉBEC, 2022
ISSN 1706-6700 (imprimé)
ISSN 2562-0215 (en ligne)
DÉPÔT LÉGAL – BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES
CANADA, 2022

Conception graphique : Tabasko

La reproduction totale ou partielle des textes
contenus dans ce document est permise
à la condition d'en indiquer clairement la
provenance.

2330, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (QC) H3Y 1J2

Numéro d'organisme de charité :
11907 5091 RR0001



OXFAM
Québec